

Signé:

SIENKIEWICZ
R. DE MARTINO.
G. NEYT.
HOLLEBEN.
ZAPPE.
D. SCHÉVITCH.
J. DELAVAT.

Signed:

INOUE KAORU.
AOKI SIUZO.
ZALUSKI.
F. R. PLUNKETT.
RICHARD B. HUBBARD.
J. J. VAN DER POT.
R. W. IRWIN.
J. LOUREIRO.

Certifié conforme à l'original:

Certified to be a correct copy:

BARON DE SEEBOLD.
D. W. STEVENS.
TSUDZUKI KEIROKU.
JOHN H. GUBBINS.
P. DE LUCY-FOSSARIEU.

PROTOCOLE N^o 11.

SÉANCE DU 22 NOVEMBRE 1886.

La Conférence s'est réunie à deux heures de l'après-midi sous la présidence du Comte Inouyé.

Etaient présents:

Pour le Japon:

Le Comte Inouyé et M. Aoki;

Pour la France:

M. Sienkiewicz;

Pour l'Autriche-Hongrie:

Le Comte Charles Zaluski;

Pour la Grande-Bretagne:

Sir Francis R. Plunkett;

Pour l'Italie:

M. de Martino;

Pour la Belgique:

M. Neyt;

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

M. Hubbard;

Pour l'Allemagne:

M. von Holleben et M. Zappe;

Pour la Russie:

M. Schévitch;

Pour les Pays-Bas, pour la Suède et Norvège et pour le Danemark:

M. van der Pot;

Pour l'Espagne:

M. Delavat;

Pour Hawaii:

M. Irwin;

Pour le Portugal:

M. Loureiro;

Pour la Confédération suisse:

M. von Holleben.

Le Président fait connaître que le protocole de la séance du 9 novembre est prêt à être signé, et il propose qu'il soit procédé à sa signature. Il ajoute qu'il n'a pas été possible de préparer à temps pour qu'il pût être signé à la présente séance le dernier protocole, (celui de la séance du 15), mais que ce document sera soumis à la signature à la prochaine réunion.

Il est alors procédé à la signature du protocole N^o 9.

PROTOCOL N^o 11.

MEETING OF THE 22ND NOVEMBER 1886.

The Conference met at 2 o'clock in the afternoon under the presidency of Count Inouye.

There were present:

For Japan:

Count Inouye and Mr. Aoki;

For France:

Mr. Sienkiewicz;

For Austria-Hungary:

Count Charles Zaluski;

For Great Britain:

Sir Francis R. Plunkett;

For Italy:

Mr. de Martino;

For Belgium:

Mr. Neyt;

For the United States of America:

Mr. Hubbard;

For Germany:

Mr. von Holleben and Mr. Zappe;

For Russia:

Mr. Schévitch;

For the Netherlands, for Sweden and Norway, and for Denmark:

Mr. van der Pot;

For Spain:

Mr. Delavat;

For Hawaii:

Mr. Irwin;

For Portugal:

Mr. Loureiro;

For the Swiss Confederation:

Mr. von Holleben.

The President said that the Protocol of the 9th instant was ready for signature, and proposed that it should be signed by the Delegates; he added with regard to the Protocol of the last meeting (that of the 15th instant,) that it had been found impossible to prepare it in time for signature at the present meeting, but that it would be presented for signature at the next meeting of the Conference.

Protocol No. 9 was then signed.

Mr. Sienkiewicz donne lecture de la déclaration suivante:

"La question qui se pose aujourd'hui devant la Conférence est avant tout une question de principe. Il s'agit de savoir si un Délégué a le droit, au cours des délibérations, de n'accepter que sous réserve une proposition qu'il n'est en mesure ni d'accepter, ni de rejeter d'une manière absolue.

"D'après la théorie que l'honorable Délégué de la Grande-Bretagne a développée à notre dernière réunion, la réserve exprimée par la formule *ad referendum* ne serait admissible qu'à titre d'exception, et seulement dans le cas où surgirait une proposition importante en même temps que nouvelle.

"Je ne crois pas, pour ma part, qu'il soit possible d'établir, en pareille matière, des règles strictes. Telle proposition n'a pas nécessairement le même degré d'importance pour tous les Délégués, ou plutôt pour les Gouvernements que ceux-ci représentent. Ainsi mon Gouvernement attache une importance toute particulière aux dispositions de l'Article III du projet de réforme judiciaire, qui, pour d'autres Gouvernements, peuvent n'offrir qu'un intérêt moindre.

"J'ai tout lieu d'espérer, d'autre part, que je serai en mesure d'accepter, sans réserve aucune, certains articles qu'il sera probablement nécessaire d'ajouter au projet que nous examinons, tandis qu'il semble que Sir Francis Plunkett soit plutôt disposé à n'accepter ces mêmes articles que sous réserve. Et, dès lors, comment tracer les limites dans lesquelles le droit de faire des réserves peut s'exercer ?

"Le Délégué de la Grande-Bretagne déclare, en outre, qu'il est prêt à accepter purement et simplement toutes les propositions originales que contient le projet de réforme judiciaire. Il ajoute que les autres Délégués, ayant eu le temps de recevoir les instructions dont ils ont besoin, ne peuvent se dispenser d'accepter ou de rejeter, sans formuler de réserves, ces mêmes propositions.

"Le Délégué de la Grande-Bretagne étant un des auteurs du projet, il est, en effet, assez naturel qu'il accepte les articles qu'il a lui-même rédigés. Je me trouve dans une situation toute différente. Je n'ai, au surplus, accepté qu'en principe l'ensemble du projet

Mr. Sienkiewicz read the following declaration:—

"The question which presents itself to-day before the Conference is before everything one of principle. It is the question as to whether a Delegate has the right, in the course of the discussions, to accept only under reservation a proposition which he is in a position neither to accept nor reject absolutely.

"According to the argument which the honorable Delegate of Great Britain developed at our last meeting, the reservation expressed by the formula '*ad referendum*' is only admissible under exceptional circumstances, and in cases where a proposition which is at the same time both important and new is brought forward.

"For my part, I do not think that it is possible to establish strict rules in matters of this kind. It does not necessarily follow that a certain proposition has the same degree of importance for all the Delegates, or rather for the Governments which they represent. Thus my Government attaches special importance to the stipulations of Article III of the project of jurisdictional reform, which may possibly have only a slight interest for other Governments.

"I have every reason to hope, on the other hand, that I shall be in a position to accept without any reserve certain Articles which it will probably be necessary to add to the draft which we are examining, whereas it seems that Sir Francis Plunkett may be disposed rather to accept the same Articles under reservation; and such being the case, how is it possible to define the limits within which the right to make reservations can be exercised ?

"The Delegate of Great Britain, moreover, declared that he was prepared to accept without reservation all original propositions contained in the project of jurisdictional reform. He added that the other Delegates, having had time to receive the instructions which they required, were under the necessity of accepting or rejecting the same propositions, without making any reservations.

"The Delegate of Great Britain being one of the authors of the project, it is certainly quite natural that he should accept the Articles which he has drawn up himself. I find myself in a position altogether different. I have, besides, only accepted the project as a whole,

en précisant le sens de cette réserve générale. Il ne faut pas oublier enfin que ce projet ne nous a été présenté par ses auteurs que comme une simple ébauche.

"De ces considérations générales je passe à l'application. Et, tout d'abord, je reconnais comme juste la distinction établie par mon honorable collègue le Délégué de Russie entre la formule affirmative et la formule négative de la réserve *ad referendum*. C'est à cette dernière formule que j'ai dû recourir dernièrement, lorsque, par suite d'une irrégularité dans le mode de votation, je me suis trouvé dans la nécessité d'exprimer en un seul vote mon opinion sur deux articles. L'irrégularité à laquelle je fais allusion a été reconnue, et si bien reconnue que nous nous trouvons en ce moment même en présence d'un amendement à l'Article III, proposé par l'honorable Délégué de Belgique. Je puis donc reprendre mon vote.

"Il y a, dans mon opinion, ainsi que j'ai eu l'honneur de le faire connaître à notre dernière réunion, une grande différence entre l'Article III et l'Article V du projet. Ces deux articles, bien qu'une certaine connexité existe entre eux, ne sont cependant pas dépendants l'un de l'autre. J'insiste sur ce point, parce que Son Excellence le Comte Inouyé me semble avoir confondu les langues judiciaires avec les langues dans lesquelles les codes pourraient être communiqués aux Gouvernements étrangers. Mais je m'abstiens d'aborder le fond de la question, toute discussion paraissant désormais superflue. Il ne me reste actuellement qu'à exprimer un vote sur l'Article III et aussi sur l'Article V.

"J'ai, en conséquence, l'honneur de déclarer que je ne puis accepter le paragraphe 1 de l'Article III qu'*ad referendum* et, pour qu'aucune équivoque ne subsiste, j'ajoute que, suivant la distinction établie par l'honorable Délégué de Russie, c'est le sens négatif que je donne à cette formule.

"Quant à l'amendement au paragraphe d de l'Article V, proposé par mon honorable collègue le Délégué de Russie, j'ose, en l'acceptant *ad referendum*, de la formule affirmative."

M. Aoki, au nom du premier Délégué du Japon et en son nom personnel, prononce la déclaration suivante:

"in principle, defining the meaning of this general reservation. It must not be forgotten, in fact, that this project has been presented to us by its authors simply as a rough draft.

"From these general considerations I pass to the practical question. In the first place, I recognize the justice of the distinction established by my honorable Colleague the Delegate of Russia between affirmative and negative formulas of *ad referendum* reservations. It is to this last formula that I was lately obliged to have recourse when, owing to an irregularity in the manner of voting, I found myself under the necessity of expressing my opinion upon two Articles in a single vote. The irregularity to which I refer has been recognized, and that so thoroughly that we find ourselves confronted at this very moment by an amendment to Article III, proposed by the honorable Delegate of Belgium. I may, therefore, take back my vote.

"There is, in my opinion, as I had the honor to point out at our last meeting, a great difference between Articles III and V of the project. Although a certain connection exists between these two Articles, they are not interdependent. I lay stress upon this point, because His Excellency Count Inouye appears to me to have confused judicial languages and languages in which the Codes are to be communicated to Foreign Governments; but I abstain from entering fully into this question, because all further discussion appears to me to be superfluous. It only remains for me now to give a vote on Article III and also on Article V.

"I have, therefore, the honor to state that I can accept the first part of Article III only *ad referendum*, and, in order that no doubt may exist, I beg to add that, following the distinction established by the honorable Delegate of Russia, I give the negative meaning to this formula.

"With regard to the amendment in paragraph 'd' of Article V, proposed by my honorable Colleague the Delegate of Russia, in accepting *ad referendum* I make use of the affirmative formula."

* Mr. Aoki made the following declaration on behalf of the First Delegate of Japan and himself:—

"Messieurs,

"En notre qualité de Plénipotentiaires du Japon, nous considérons de notre devoir de déclarer que nous ne nous croyons pas en droit de continuer la discussion des autres points du projet de Convention judiciaire tant que nous ne serons pas arrivés à une entente définitive avec les Délégués étrangers sur la question essentielle de la langue authentique des codes.

"Afin, toutefois, que notre décision n'ait pas l'apparence d'une tentative faite pour exercer une pression quelconque sur l'honorable Délégué de France, en vue de hâter la détermination à laquelle pourra s'arrêter son Gouvernement, dans un sens ou dans l'autre, nous ajournons la Conférence indéfiniment."

M. Sienkiewicz, après avoir demandé si aucun des Délégués ne désire prendre la parole, donne lecture d'une déclaration ainsi conçue :

"Le Délégué de France,

"Considérant que le Gouvernement japonais est décidé à suspendre les séances de la Conférence jusqu'au moment où il aura reçu de son Gouvernement les instructions qui lui sont nécessaires ;

"Considérant que cette mesure sans précédent aurait pour effet de faire retomber sur lui la responsabilité des fâcheuses conséquences que pourrait entraîner tout ajournement de la Conférence ;

"Considérant que, pour éviter cette responsabilité, il ne lui reste qu'un seul et unique moyen ;

"Accepte l'article III,

"Accepte l'amendement au paragraphe d de l'article V."

Le Président dit qu'en présence de l'acceptation signifiée par le Délégué de France, il lui semble que la Conférence peut reprendre la suite de ses délibérations.

Il ajoute que la première question dont la Conférence ait à s'occuper est l'examen de l'amendement à l'article III du projet de Convention judiciaire qui a été proposé, à la dernière séance, par le Délégué de Belgique, et à l'occasion duquel il croit devoir faire la déclaration suivante :

"J'ai eu le loisir d'étudier l'amendement

"Gentlemen :—

"In our capacity as Plenipotentiaries of Japan, we feel it our duty to declare that we do not consider ourselves justified in continuing the discussion of the other points of the Draft Jurisdictional Convention, until we have first come to a definite understanding with the Foreign Delegates in regard to the essential question of the authentic language of the Codes.

"In order, however, that our decision shall not have the semblance of an attempt to bring undue pressure on the honorable Delegate of France, with the view of hastening the decision which his Government may come to in one sense or the other, we adjourn the Conference indefinitely."

Mr. Sienkiewicz, after having asked if any other Delegate wished to address the Conference, read the following declaration:—

"The Delegate of France,

"In view of the fact that the Japanese Government is determined to suspend the sitting of the Conference until such time as he shall have received from his Government the instructions which he requires ;

"In view, also, of the fact that this unprecedented measure would have the effect of imposing upon him the responsibility of the disagreeable consequences which might be caused by any adjournment of the Conference ;

"And in view of the fact that in order to avoid this responsibility only one course remains open to him ;

"Accepts Article III,

"Accepts the amendment to paragraph "d" of Article V."

The President said that in consideration of the fact that the Delegate of France had signified his acceptance, the Conference might, in his opinion, continue its deliberations.

The next business, the President added, before the Conference was the amendment to Article III of the Draft Jurisdictional Convention proposed by the Delegate of Belgium at the last meeting, in regard to which the President desired to make the following declaration:—

"I have had time to consider the amendment

"proposé par le Délégué de Belgique, et je regrette d'avoir à me prononcer contre son acceptation pour les motifs qui suivent.

"Le Délégué de Belgique part de la prémisse qui ne sont pas tout-à-fait justes,—à savoir que tous les codes et toutes les lois du Japon sont rédigés d'abord en langue étrangère et traduits ensuite en japonais, et que la langue japonaise ne se prête pas à l'expression des idées juridiques.

"Il se peut que, dans nombre de cas, nos lois aient été d'abord élaborées par des juristes étrangers dans leur propre langue ; mais le texte japonais de ces lois a été revu par des commissions de légistes japonais, par nos Assemblées consultatives, et par le Cabinet. De plus, on peut dire que, développée comme elle l'a été par la pratique et par les travaux de nos écoles de droit, la langue du droit au Japon possède aujourd'hui une terminologie juridique claire et systématique. Il ne faut pas non plus perdre de vue le fait que nos lois sont destinées à s'appliquer à une population d'environ 37 millions d'âmes parlant le japonais.

"Je ne saurais admettre que la langue japonaise ne se prête pas à rendre avec clarté les idées juridiques, car un tel aveu pourrait donner lieu à des inductions inexactes sur la manière dont la justice est administrée à l'égard des sujets japonais. Tout ce que je puis reconnaître, en ce qui touche l'article III, c'est que, la langue japonaise présentant pour les étrangers de grandes difficultés, il est nécessaire d'adopter une langue universellement répandue pour le texte authentique des lois japonaises, en tant qu'il s'agit des étrangers, et de communiquer, par suite, ces lois aux Gouvernements étrangers en langue anglaise. Or, je crois que l'article III répond à cette nécessité d'une manière suffisamment complète et suffisamment claire.

"Je suis également opposé à l'insertion du mot 'règlements' après le mot 'lois'.—Cette insertion pourrait donner naissance à de graves embarras car il ne faut pas oublier que le terme 'règlements' s'applique d'ordinaire seulement à des règles administratives spéciales ayant en vue l'application de certaines lois. Ces règles sont souvent d'un caractère purement local, et telles circonstances peuvent se pro-

"proposed by the Delegate of Belgium, and regret to be obliged to pronounce myself against its acceptance, for the following reasons:—

"The Delegate of Belgium starts from a premise not altogether correct; namely, that all the Codes and Laws of Japan are first written in a foreign language and afterwards translated into Japanese, and that the Japanese language is not suited to the definition of legal ideas.

"It may have been the case that in many instances our laws have been first drafted by foreign jurists in their own languages, but the Japanese texts of these laws have been revised by Commissions of Japanese jurists, by our Consultative Bodies, and by the Cabinet. Moreover, the legal language of Japan, as gradually developed by practice and by the labors of our law schools may be said to have attained a clear and systematic legal terminology. It must be remembered, also, that our laws are to be applied to a Japanese speaking population of about 37,000,000.

"I cannot admit that the Japanese language does not lend itself to the clear definition of legal ideas, as such an admission may lead to erroneous inferences with reference to the manner in which justice is administered in the case of Japanese subjects. All that I can admit, in respect to Article III, is that, as the Japanese language is difficult of acquisition by foreigners, it is necessary that one language of world wide circulation should be selected as the authentic text of the Japanese laws, so far as foreigners are concerned; and that those laws should, consequently, be communicated to foreign Governments in the English language. I believe that this requirement is met by Article III in a clear and sufficient manner.

"I am also opposed to the insertion of the word 'regulations' after the word 'laws'. This might give rise to great difficulty, for it must be remembered that the term 'regulations' is usually applied only to special administrative rules for the enforcement of certain laws. These rules are frequently of an entirely local nature, and circumstances may arise when they must necessarily be issued at

“duire qui obligent à les édicter à l'improviste et à bref délai. Je préférerais donc que cette partie de l'Article III demeurât telle qu'elle est actuellement.

“En présence des difficultés qui se sont déjà élevées à l'occasion de la question des langues, et vu la clarté parfaite de la rédaction l'Article III, il me semble préférable de proposer à la Conférence de conserver la rédaction primitive de cet Article III.”

M. Neyt, en ce qui concerne le point de savoir si la langue japonaise se prête avec une clarté et une concision suffisantes à exprimer les idées juridiques, déclare s'en rapporter à la compétence du Président. Au reste, l'objet de son amendement est simplement de déterminer d'une façon absolue quel est le texte qui fera foi en cas de non concordance entre les deux textes japonais et anglais, également authentiques l'un et l'autre, et cet amendement ne modifie en rien, comme le Président semble pourtant le croire, l'esprit même de l'article. Quant aux règlements de police, l'existence d'un texte authentique anglais est encore plus nécessaire pour ceux-ci que pour les lois, car si les lois sont en elles-mêmes plus importantes, les règlements de police sont d'une application plus fréquente et pour ainsi dire journalière.

M. de Martino dit qu'il lui semble exister sur ce point un léger malentendu entre les deux interlocuteurs. Il prendra donc la liberté de demander au Président si, comme il a cru le comprendre, le point sur lequel le Comte Inouyé a déclaré se trouver en désaccord avec l'honorable Délégué de Belgique ne serait pas, non point la question de la traduction des règlements de police, comme paraît le penser M. Neyt, mais bien, au contraire, celle de la communication de ces mêmes règlements à chacun des Gouvernements étrangers, six mois avant leur mise en vigueur.

Le Président répond que le Délégué d'Italie a exactement saisi sa pensée.

M. Neyt déclare se rendre parfaitement compte des inconvénients que pourrait entraîner une clause stipulant l'obligation pour le Gouvernement japonais de communiquer le texte des règlements de police aux Gouvernements étrangers six mois avant qu'ils ne puissent être appliqués; mais il insiste sur la nécessité qu'il voit à ce que le traité stipule clairement qu'il

“once and without delay. I would, therefore, prefer that this portion of Article III should remain as it is.

“In view of the difficulties which have already arisen on the subject of languages and of the very clear wording of Article III, I think it desirable to propose to the Conference that the original wording of this Article should be maintained.”

Mr. Neyt said that he fully recognized the competency of the President to decide the point as to whether the Japanese language lent itself sufficiently to the clear and concise expression of legal ideas. The object of his amendment, however, was simply to determine beforehand what text was to be regarded as authentic in case of disagreement between the two texts, Japanese and English, which were each equally authentic; and his amendment, in no way, modified, as the President seemed to think, the general sense of the Article. With regard to police regulations, the existence of an authentic English text was even more necessary than in the case of the laws, because although the laws might be in themselves more important, the police regulations derived a special importance from the fact of their more frequent daily application.

Mr. de Martino said that, as it appeared to him that a slight misunderstanding existed on this subject, he wished to ask the President if he (Mr. de Martino) was right in understanding the point in regard to which the President had declared himself to be at issue with the honorable Delegate of Belgium, to be *not* the question of the translation of the police regulations, as Mr. Neyt seemed to think, but the question of their communication six months previously to each foreign Government.

The President said that the Delegate of Italy had correctly understood his argument.

Mr. Neyt explained that he fully recognized the inconvenience which might arise from a clause specifying the obligation of the Japanese Government to communicate the text of the police regulations to foreign Governments six months before they could be enforced. He must, however, insist upon the necessity of the Treaty stipulating clearly that there should be

only one authentic text for the laws and police regulations which would be applied to foreigners.

Mr. von Holleben est d'avis que l'amendement de M. Neyt n'est pas ici à sa place, et que les dispositions relatives aux règlements de police doivent être plutôt insérées dans un autre article de la Convention. Il est donc partisan du maintien de la rédaction actuelle de l'Article III.

M. de Martino s'associe pleinement aux observations de son honorable collègue le premier Délégué d'Allemagne.

M. Sienkiewicz fait remarquer que le délai de six mois stipulé dans l'Article III pour la communication des textes des codes et des règlements aux Gouvernements étrangers est trop court, étant donné le temps nécessaire pour la transmission, et étant donné, de plus, que les textes seront communiqués en langue anglaise, et non pas dans la langue de chacun des Gouvernements. Dans ces conditions, il propose de porter le délai à huit mois, ce qui réduirait à seize mois le délai de dix-huit mois également stipulé au même article.

Cette proposition est adoptée.

M. de Martino propose, à son tour, de substituer le mot “*authentic*” au mot “*authorized*” dans la version anglaise de l'Article III. Les raisons qui l'engagent à recommander cette modification sont que le mot “*authentic*” en anglais est l'équivalent du mot “*authentique*” de la version française; que l'emploi du mot “*authentic*” lui semble devoir rendre impossible toute équivoque, et que ce terme rend d'une manière plus précise l'intention de la Conférence.

Cette proposition est également adoptée.

Le Président exprime l'avis qu'il serait désirable que l'Article III fût conservé sous sa forme actuelle, sauf les changements qu'on a décidé d'y apporter conformément aux propositions des Délégués de France et d'Italie.

M. Neyt persiste à croire que l'article manque de clarté; il explique qu'en parlant du “*texte pour le jugement des procès*,” il a eu en vue non pas la langue dans laquelle seront rendus les jugements, mais bien le texte des lois sur lequel seront basés ces jugements. Il y a là une distinction à faire, dont l'importance ne saurait échapper à la Conférence.

only one authentic text for the laws and police regulations which would be applied to foreigners.

Mr. von Holleben was of opinion that the amendment proposed by Mr. Neyt was not in its proper place, and that provisions in regard to police regulations ought rather to appear in another Article of the Convention. He was, therefore, in favor of maintaining the present wording of Article III.

Mr. de Martino stated that he fully agreed with the observations of his honorable Colleague the First Delegate of Germany.

Mr. Sienkiewicz observed that the period of six months stipulated in Article III as the period within which the texts of the Codes and Regulations were to be communicated to foreign Governments was too short, considering the time which was necessary for transmission, and considering, moreover, that the text would be communicated in the English language, and not in the language of each Government. He, therefore, proposed to extend the period in question to eight months, which would reduce to sixteen months the period of eighteen months stipulated in the same Article.

This proposition was adopted.

Mr. de Martino proposed that the word “*authentic*” should be substituted for the word “*authorized*” in the English version of Article III. He recommended this alteration, because the word “*authentic*” corresponded exactly with the word “*authentique*” in the French version, and because it seemed to him that the adoption of the word “*authentic*” would obviate all possible misunderstanding, and because that word conveyed more precisely the meaning of the Conference.

This proposition was adopted.

The President was of opinion that it would be best to maintain the present wording of Articles III, with the exception of the alterations adopted in accordance with the propositions of the Delegates of France and Italy.

Mr. Neyt said that he still thought that the wording of Article III was not clear, and explained that, in speaking of “*the text in which judgments were to be delivered*,” he did not refer to the text in which the decision of a Court was to be given, but to the text of law on which the decision so given would be based. There was a distinction to be made in this respect, the

M. de Martino fait observer que, de ce fait que les lois japonaises doivent être communiquées aux Gouvernements étrangers dans un texte *authentique*, et que, d'autre part, il existe des stipulations expresses concernant le jugement des procès où des étrangers seront parties en cause, il résulte clairement que le texte qui sera appliqué dans ces procès doit être le texte authentique dont il s'agit, c'est-à-dire le texte anglais.

M. Neyt, s'excusant d'interrompre son honorable collègue le Délégué d'Italie, répète que le point auquel il s'attache est celui-ci, que l'Article III vise exclusivement le texte dans lequel les lois japonaises seront communiquées aux Gouvernements étrangers. Ce texte *communiqué* sera-t-il le seul texte *authentique* sur lequel on s'appuiera dans les procès où des étrangers seront en cause? Là est toute la question.

M. de Martino, reprenant son discours, ajoute que, dans son opinion, les mots *texte authentique* répondent précisément au point où veut en venir le Délégué de Belgique. Tout en reconnaissant que la proposition de son honorable collègue a pour objet d'éviter toute obscurité dans les termes de l'Article III, le Délégué d'Italie juge que la rédaction de cet article est suffisamment claire, et que l'addition de toute clause explicative ne pourrait qu'affaiblir la portée des mots *texte authentique*.

M. Hubbard juge inutile l'insertion à l'Article III d'une clause additionnelle stipulant qu'en cas de non concordance constatée entre le texte anglais et le texte japonais, c'est le texte anglais qui sera considéré comme faisant foi. La rédaction de cet article lui paraît être suffisamment explicite et ne prêter à aucune équivoque. De plus, elle a le mérite de la concision. C'est le texte anglais qui sera le texte authentique et toutes les lois doivent être publiées en texte anglais. Dès lors l'orateur se déclare en faveur du maintien de la rédaction actuelle de l'Article III.

M. Aoki dit qu'il lui paraît utile d'expliquer, en réponse aux observations de l'honorable Délégué de Belgique, que le texte authentique mentionné à l'Article III comme devant être communiqué aux Gouvernements étrangers, est le texte qui sera appliqué par les tribunaux

importance of which the Conference must surely recognize.

Mr. de Martino observed that the fact that Japanese laws were to be communicated to each foreign Government in one *authentic* text, and that there were express stipulations for the trial of cases in which foreigners were concerned made it clear that the text of law to be applied in all those cases was the *authentic* text mentioned, namely, the English text.

Mr. Neyt, apologizing for interrupting his honorable Colleague the Delegate of Italy, said that the point which he wished to make was that Article III dealt exclusively with the text in which the Japanese laws were to be communicated to foreign Governments. Was this *communicated text* to be the only *authentic text of law* in cases where foreigners were concerned? The whole question centred in this point.

Mr. de Martino, resuming his remarks, stated that, in his opinion, the words "*authentic text*" met the point raised by the Delegate of Belgium. While recognizing, therefore, that the object of his honorable Colleague's proposal was to avoid any obscurity in the wording of Article III, he was of opinion that the wording of that Article was sufficiently clear, and that the addition of an explanatory clause would only weaken the effect of the words "*authentic text*."

Mr. Hubbard said that, in his opinion, the insertion in Article III of any additional stipulation providing that, should any difference be found to exist between the English and Japanese texts, the English text should be regarded as decisive was unnecessary. The wording of Article III, he thought, was explicit and unambiguous, and had the merit of conciseness. It was the English text that would be the authentic text of law, and all the laws were to be published in that text. He was, therefore, in favor of maintaining the present wording of Article III.

Mr. Aoki said that it might be desirable that he should explain, in answer to the observations made by the honorable Delegate of Belgium, that the authentic text mentioned in Article III, as the text to be communicated to foreign Governments, would be the text of law applicable

dans tous les cas où des étrangers se trouveront parties en cause.

Sir Francis Plunkett dit que, du moment que l'assurance officiellement donnée par les Délégués japonais que le texte authentique des lois qui sera appliqué par les tribunaux japonais dans tous les procès où des étrangers seront parties en cause sera le texte anglais, doit figurer au protocole, il ne voit pas d'objection à ce qu'on se dispense de faire mention expresse de ce point dans l'article en discussion.

M. Neyt déclare que, en présence de la déclaration formelle du second Délégué du Japon, le point sur lequel il avait cru devoir attirer l'attention lui paraît suffisamment élucidé.

L'Article III (qui devient l'Article V) est lu et adopté par la Conférence sous sa forme amendée, ainsi qu'il suit:

"ARTICLE V.

"Le Gouvernement Impérial Japonais s'engage à communiquer au Gouvernement..... le texte authentique, en anglais, des lois fixant l'organisation judiciaire, ainsi que celui des corps de lois énumérés à l'Article IV, huit mois au plus tard avant le terme fixé par l'Article I, c'est-à-dire dans les seize mois qui suivront l'échange des ratifications de la présente Convention.

"Le Gouvernement Japonais s'engage de même à porter à la connaissance du Gouvernement..... toutes modifications qu'il se proposerait d'apporter à ces lois ou corps de lois, six mois avant que lesdites modifications n'entrent en vigueur."

M. Aoki propose de combiner les articles portant les numéros IV et IX dans le projet anglo-allemand, de manière à n'en former qu'un article unique. Cet article (qui deviendrait l'Article VI du nouveau projet de Convention judiciaire) serait ainsi conçu:

ARTICLE VI.

"Pendant une période de trois années à dater de l'époque fixée dans l'Article I, la juridiction consulaire..... continuera à s'exercer dans les limites conventionnelles de Tokio, de Yokohama, de Kobe, d'Osaka, de Nagasaki, et de Hakodate. Toutefois, les tribunaux

by the Courts in all cases where foreigners were concerned.

Sir Francis Plunkett said that as this official assurance on the part of the Japanese Delegates, that the authentic text of law applicable by the Japanese Courts in all cases where foreigners were concerned would be the English text, would be recorded in the protocol of the present meeting, he saw no objection to waiving the express mention of this point in the Article of the Treaty which they were considering.

Mr. Neyt stated that in view of the formal declaration by the Second Delegate of Japan, he was satisfied that the point to which he had thought it necessary to call attention was made sufficiently clear.

Article III (which becomes Article V) was then read in its amended form, and was adopted by the Conference.

This Article was as follows:

ARTICLE V.

"The Imperial Japanese Government undertakes to communicate to the..... Government the authentic text, in the English language, of the constitution of the law Courts, and of the codification enumerated under Article IV, not later than eight months previous to the term fixed in Article I, namely within sixteen months after the exchange of the ratifications of this Treaty. In the same manner, the Imperial Japanese Government undertakes to bring to the knowledge of the..... Government all alterations intended in these laws, six months before the said alterations come into force."

Mr. Aoki proposed that Articles IV and IX, as numbered in the Anglo-German Project, should be combined so as to form one Article. This Article (which would become Article VI of the new Draft Jurisdictional Convention) would then read as follows:—

ARTICLE VI.

"For the period of three years from the time named in Article I, the..... Consular Jurisdiction shall still remain in force within the treaty limits of Tokyo, Yokohama, Kobe, Osaka, Nagasaki, and Hakodate. But the..... Consular Courts shall enforce such

“consulaires.....devront appliquer les lois
“et règlements japonais qui auront été arrêtés
“d’un commun accord.

“La compétence des tribunaux consulaires et
“celle des tribunaux japonais pendant la période
“précitée, ainsi que les questions de détail rela-
“tives à l’établissement d’un système satisfai-
“sant de juridiction dans les localités ci-dessus
“mentionnées, seront régies par les stipulations
“ci-annexées.”

M. Aoki demande la permission de déposer
cette proposition sur la table de la Conférence
afin qu’elle soit mise en discussion à la prochaine
séance. Il a également l’honneur de remettre
aux Délégués le texte anglais des stipulations
en question, qui figureront, en double texte
anglais et français, en annexe au protocole de
la présente séance lorsqu’il sera imprimé.

M. Sienkiewicz dit que lui aussi désirerait
proposer également à l’Article IV du projet une
légère modification, qui consisterait à joindre cet
article au paragraphe 1 de l’Article V du même
projet, afin d’embrasser toutes les questions de
compétence, et il donne lecture de la proposition
suivante :

“A dater de l’époque fixée dans l’Article I,
“le Gouvernement.....restreindra sa juridic-
“tion consulaire aux limites conventionnelles
“de Tokio, de Yokohama, de Kobe, d’Osaka,
“de Nagasaki, de Niigata et de Hakodate.”

(M. Sienkiewicz fait remarquer ici que Nii-
gata a été omis dans le texte du projet de Con-
vention judiciaire.)

“Par suite, à dater de la même époque, les
“tribunaux japonais seront compétents :

“1° Pour connaître de tous procès civils dans
“lesquels le défendeur serait domicilié hors des
“limites conventionnelles, quelle que soit la
nationalité respective des parties ;

“2° Pour juger tous actes délictueux, commis
“hors des limites conventionnelles, dont les
“sujets ou citoyens.....pourront être
“accusés.”

Le Délégué de France ajoute qu’il dépose cette
proposition sur la table de la Conférence pour
qu’elle soit discutée à la prochaine séance.

Le Président prend acte du dépôt des
propositions faites par le second Délégué du
Japon et par le Délégué de France. Il ajoute

“Japanese laws and regulations as shall have
“been agreed upon.

“The competency of the Consular Courts and
“that of the Japanese Courts during the said
“period, as well as the particulars in respect to
“the establishment of a satisfactory state of
“jurisdiction in the above-mentioned places,
“shall be regulated by the annexed stipula-
“tions.”

Mr. Aoki begged to lay this proposal upon
the table of the Conference for discussion at the
next meeting. He also begged to place in the
hands of the Delegates the English text of the
stipulations in question, which would figure in
both English and French text, as an annex to
the protocol of the present meeting when
printed.

Mr. Sienkiewicz said that he also desired to
propose a slight modification in Article IV of
the Anglo-German Project. This modification
consisted in joining this Article to the first
paragraph of Article V of the same Project,
with the view of including all questions relating
to the competency of the Courts. The Delegate
of France then read the following Proposition.

“From the time named in Article I the
“.....Government will confine its Consu-
“lar Jurisdiction to the treaty limits of Tokyo,
“Yokohama, Kobe, Osaka, Nagasaki, Niigata,
“and Hakodate.”

(Mr. Sienkiewicz remarked at this point that
Niigata had been omitted in the text of the
Draft Jurisdictional Convention).

“Accordingly, from the same time the Japa-
“nese Courts will be competent:—

“1. To take cognizance of all civil suits in
“which the defendant is domiciled outside of
“treaty limits, whatever may be the respective
“nationalities of the parties to the suits;

“2. To try all criminal offences committed
“outside of treaty limits of which.....
“subjects or citizens may be accused.”

The Delegate of France added that he would
lay this proposal on the table of the Conference
in order that it might be discussed at the next
sitting.

The President took note of the fact that the
propositions brought forward by the Second
Delegate of Japan and the Delegate of France

que ces propositions seront discutées à la prochaine
séance de la Conférence, suivant l’ordre de
priorité.

Le Président propose ensuite que la Conférence
s’ajourne au lundi 29 novembre, à 2 heures de
l’après-midi.

Cette proposition est adoptée, et la séance est
levée à 4 heures et demie.

Signé :

SIENKIEWICZ.
R. DE MARTINO.
G. NEY.
HOLLEBEN.
ZAPPE.
D. SCHÉVITCH.
J. DELAVAT.

had been laid upon the table of the Conference,
and added that they would be discussed at the
next meeting of the Conference, according to
their priority.

The President then proposed that the Con-
ference should adjourn until Monday the 29th
instant, at 2 o’clock in the afternoon.

This proposal was adopted, and the meeting
terminated at half past 4 o’clock.

Signed :

INOUE KAORU.
SUZO AOKI.
ZALUSKI.
F. R. PLUNKETT.
RICHARD B. HUBBARD.
J. J. VAN DER POT.
R. W. IRWIN.
J. LOUREIRO.

Certifié conforme à l’original :

Certified to be a correct copy :

BARON DE SIEBOLD.
D. W. STEVENS.
TSUZUKI KEIROKU.
JOHN H. GUBBINS.
P. DE LUCY-FOSSARIEU.